

*Bulletin*  
*de la Société de l'Histoire*  
*du Protestantisme Français*

Tome 139  
1993



Au siège de la Société  
54, rue des Saints-Pères 75007 Paris

# Une question mal posée :

La qualification de « perpétuel et irrévocable »  
appliquée à l'Édit de Nantes (1598)\*

par Mario TURCHETTI  
*Université de Genève*

*A mon neveu Carlo Maria*

1. Préambule — 2. Prise de conscience du danger. — 3. A la promulgation — 4. A la révocation — 5. Trop tard — 6. La tradition historiographique — 7. Du côté des catholiques — 8. Du côté des protestants — 9. Les historiens « universitaires » — 10. Une question mal posée — 11. Pierre de Beloy et son Commentaire de l'Édit de Nantes — 12. Deux sortes de lois — 13. Perpétuel et irrévocable, c'est-à-dire : révocable — 14. Quelle tolérance ? — 15. Cette tolérance est conforme au Droit canon — 16. La leçon de Beloy — 17. Un historique des édits perpétuels et irrévocables — 18. La révocation des édits irrévocables — 19. Épilogue : raisons d'une omission.

## 1. Préambule

Qu'il me soit permis d'énoncer d'emblée un principe, qui est aussi un programme méthodologique : notre compréhension de l'Édit de Nantes en tant qu'historiens devrait dépendre dans une large mesure de la compréhension que les contemporains d'alors eurent de l'édit. D'après cette enquête, on peut dire qu'il y a eu une sorte de décalage entre ce que le législateur a voulu entendre et ordonner par son édit, et ce qu'un grand nombre des sujets a entendu et pratiqué. La question que nous allons creuser concerne le caractère temporel de l'Édit de Nantes : un aspect très particulier, d'un grand intérêt sur les plans juridique, politique et religieux. Dans son préambule, l'édit est qualifié de « perpétuel et irrévocable » (1). Ces deux mots n'ont cessé d'attirer l'atten-

---

\* Article rédigé à la suite d'une conférence donnée, le 15 juin 1992, pour le Centre d'études des religions du Livre, École pratique des hautes études, sect. des sciences religieuses.

(1) *Édict du Roy, et Declaration sur les precedens Edicts de Pacification. Publié à Paris en Parlement, le XXV. de Février, MDXCIX. Iouxe la copie Imprimée à Paris, MDXCIX, p. 7.* — Nous précisons qu'en parlant de l'Édit de Nantes tout court, nous



tion des historiens, des interprètes, des commentateurs, et de ceux qui en ont fait la progagande. Cependant, ceux qui les ont cités et rappelés se sont davantage attachés à défendre l'édit ou à le réfuter qu'à essayer de le comprendre dans son propre contexte. Curieusement, bien que jugée essentielle, cette qualification n'a pas fait l'objet d'une recherche spéciale. Il va de soi que l'importance de ces deux mots dépasse celle de la signification pure et simple des termes, parce que derrière ces termes se cache le problème de la tolérance. En ce sens, la durée de l'édit impliquait la durée de la tolérance qui s'y trouvait attachée. C'est pourquoi aborder la compréhension de ces deux mots signifiait du même coup essayer de définir le type de tolérance dont l'édit était porteur. Type de tolérance qui, pour être compris au point de vue du législateur, exige que l'on considère le facteur de la durée affectée à cette mesure juridique. Partant, notre attention va se concentrer sur ce qui touche à la durée, au caractère temporaire inhérent à l'Édit de Nantes.

A présent, ouvrons une brèche dans l'opinion qu'on a communément du caractère irrévocable de l'édit. Nous allons remettre en discussion ce point capital tant du point de vue du législateur, que du point de vue de la tradition historiographique.

## 2. Prise de conscience du danger

L'on sait que l'édit fut loin de contenter les deux parties en lutte. Aux yeux des catholiques, les concessions faites aux protestants étaient démesurées et montraient une fois de plus que le roi, quoique « converti », favorisait ses anciens coreligionnaires ; tandis que les prédicateurs organisaient une campagne pour en empêcher l'enregistrement, le Clergé et les Parlements s'apprêtaient à exiger des amendements importants (l'on parle d'un second Édit de Nantes). Selon les réformés, en revanche, les concessions obtenues étaient insuffisantes ; l'édit pouvait constituer une plate-forme

nous référons à l'ensemble des textes législatifs signés à Nantes : 1) le Brevet du 3 avril 1598, assurant une subvention annuelle aux pasteurs ; 2) l'Édit officiel du 13 (?) avril en 92 articles, défini « perpétuel et irrévocable » (la première rédaction, non « enregistrée », comportait 95 articles ; une copie à la Bibl. Publ. et Univ. de Genève, Mss. Fr. 413, fol. 1-40) ; 3) le Brevet du 30 avril, permettant une organisation militaire défensive, non « enregistré » ; 4) les 56 articles « secrets », complémentaires de l'Édit proprement dit. Sur la datation de l'édit, voir les remarques de Jean-Louis BOURGEON, « L'Édit de Nantes », dans *Nantes dans l'histoire de la France*, dir. par Alain CROIX, Nantes, 1991, p. 71 s.

de négociations, mais il fallait réclamer des améliorations considérables (l'on parle aussi d'un troisième Édit de Nantes). Quant à l'irrévocabilité annoncée, elle suscite deux attitudes différentes : si les catholiques sont extrêmement attentifs à cet aspect, les protestants ne semblent pas en faire grand cas, harcelés par d'autres préoccupations d'ordre pratique. Ainsi nous voyons certains Parlements qui, avant d'enregistrer l'édit, relèvent la valeur provisoire de la tolérance accordée à la Religion Prétendue Réformée et en font même une condition préalable ; ils accompagnent leur réserve des clauses accoutumées : « tant qu'il plaira au Roy » (Toulouse, 19 janvier 1600), ou « sans approbation d'autre religion que la catholique, apostolique et romaine » (Aix-en-Provence et Rennes, 11 et 23 août 1600), ou encore « sans approbation de la religion prétendue réformée et en attendant qu'il plaise à Dieu nous faire la grâce de réunir ses sujets en la religion catholique, apostolique et romaine » (Rouen, 23 septembre 1598) (2). En revanche, ni les synodes nationaux qui suivent de près la signature de l'édit (Montpellier, 26-30 mai 1598 ; Gergeau, 9-25 mai 1601 ; Gap 1-23 octobre 1603) (3), ni les assemblées politiques de Châtellerault, de Saumur (1599), de Sainte-Foi-la-Grande (1601), ne contiennent de remarques concernant la durée de l'édit dans leurs procès-verbaux. Ce silence permet de supposer que les réformés ne soupçonnèrent pas que leur statut était provisoire, mais le crurent stable, en interprétant à la lettre la qualification de « perpétuel et irrévocable ». Plus tard, en revanche, nous assistons à une prise de conscience pénible et de longue haleine : la perpétuité n'était qu'une illusion.

A partir de quel moment les réformés ont-ils pris conscience de la précarité de leur statut juridique ? Répondre à cette question serait important pour situer historiquement, dans l'évolution de leurs idées, la première perception de la dégradation du régime de tolérance. Cette dégradation allait s'effectuant à l'avantage de la stratégie de concorde poursuivie par les adversaires catholiques.

Précisons ici un aspect théorique inhérent au caractère temporaire de l'édit. Si d'un côté l'édit légitimait et garantissait aux réformés un régime de tolérance relative, de l'autre côté son maintien, sa survivance même, étaient menacés par les mesures de réu-

(2) Léonce ANQUEZ, *Histoire des assemblées politiques des Réformés de France (1573-1622)*, Paris, 1859, p. 177-180.

(3) Cf. Jean AYMON (éd.), *Tous les synodes nationaux des Églises réformées de France*, I, La Haye, 1710, 213 ss.



nification confessionnelle que les catholiques pensaient adopter graduellement. Pour le dire en termes quelque peu symboliques (j'entends conceptuels, mais non abstraits), nous devons songer à une sorte de compétition, sinon de lutte, entre les demandes d'une coexistence des deux religions, et les impératifs de la réunification religieuse : un bras de fer entre la tolérance et la concorde. Ce sont là deux termes que les contemporains utilisaient et que nous allons employer dans le même sens qu'eux. C'est ainsi qu'il faudrait, à mon avis, poser la question de la durée de l'édit. Cela présupposerait une étude qui n'a pas encore été faite, sur la sensibilisation progressive, notamment chez les réformés, à la valeur provisoire de l'édit défini cependant « perpétuel et irrévocable ». Ce phénomène peut se situer, dans les grandes lignes, entre la date de naissance de l'édit, 1598, et sa révocation, 1685. Essayons de savoir ce qu'en pensaient les contemporains par deux sondages d'opinions, l'un au début de ce processus et l'autre à la fin, à la veille de la révocation.

### 3. *A la promulgation*

Au début, nous nous retrouvons au synode de Montpellier au mois de mai 1598, quelques semaines après la signature de l'édit. Les réformés ne soupçonnent pas encore la fragilité de la tolérance qu'on vient de leur octroyer, mais ils manifestent tout de même leur méfiance à l'égard des projets de concorde religieuse dont les bruits courent avec une certaine insistance. Il faut ici noter une mesure de discipline prise par précaution et défiance à l'égard de la concorde. Parmi les « Observations sur la discipline ecclésiastique », on lit à l'article 24 :

Quoi que les Fideles doivent desirer de tout leur cœur, pour la gloire de Dieu et pour le repos de l'État, la Réunion de tous les sujets de ce Royaume en une même Religion, toutesfois d'autant qu'à raison de nos péchés cela est plutôt à désirer qu'à esperer, et que sous ce pretexte plusieurs malintentionnés font semblant d'unir et mêler les deux Religions, les Pasteurs avertiront soigneusement leurs troupeaux de ne leur prêter aucunement l'oreille, n'y pouvant avoir aucune Communion entre le Temple de Dieu et celui des Idoles. Joint que de telles gens ne tâchent que de séduire les esprits trop crédules, pour leur faire quitter ensuite la profession du saint Évangile. C'est pourquoy tous ceux qui entreprendront une pareille Réconciliation, soit par

leurs Discours, ou par leurs écrits, seront censurés d'une manière très sévère (4).

Les responsables ont bien saisi le danger que représentent pour la vraie religion les tentatives d'« unir et mêler les deux religions » (c'est ainsi qu'ils envisagent les efforts de concorde), mais ils n'ont pas encore établi une relation de cause à effet entre ces tentatives et la menace que celles-ci constituent pour la tolérance à l'égard de la Religion Prétendue Réformée : autrement dit, entre ces tentatives et la révocation éventuelle de cette tolérance. Par ailleurs, il faut bien dire que les réformés sont eux-mêmes contraires à toute forme de tolérance envers la religion catholique, « n'y pouvant avoir aucune communion entre le Temple de Dieu et celui des Idoles ». C'est un point névralgique que les historiens semblent escamoter volontiers, mais qu'il ne faut pas perdre de vue.

### 4. *A la révocation*

A l'autre bout de ce long processus de prise de conscience qui dure près d'un siècle, nous trouvons la dénonciation ouverte de la mainmise sur un point vital de l'Édit de Nantes, son caractère « perpétuel et irrévocable ». A ce moment, il ne s'agit plus de la relation entre les tentatives de concorde et le maintien de la tolérance. Aucun doute ne subsiste désormais sur la stratégie de la réunification religieuse, imposée par les moyens les plus irréguliers : c'est elle qui par son expansion, réelle ou prétendue, extermine la tolérance. Les minoritaires en sont conscients au point que pour eux la qualification de « perpétuel et irrévocable » est non seulement devenue un argument important du débat, mais encore un enjeu vital pour eux. Mieux que tout autre, un livre traite de ce sujet brûlant et témoigne de l'attitude nouvelle des réformés : l'ouvrage anonyme publié à Cologne en 1684 par Claude Brousson (avocat, pasteur et martyr, 1647-1698).

Dès la page de titre l'auteur fait paraître le sujet qui le préoccupe : *État des Réformés de France, où l'on fait voir que les Édits de pacification sont irrévocables, que néanmoins on les renverse*

(4) *Ibid.*, p. 219. Émile G. LÉONARD (*Histoire générale du Protestantisme*, II, Paris, 1988 (1961), p. 143) citant ce passage à propos des « rêveries unionistes », me semble trop sous-estimer l'importance de la concorde pour la compréhension de ce problème historique (jadis il avait parlé des « obsessions de réunion » et « obsessions de l'unité religieuse », cf. son art. de 1948 [cité ci-dessous à la n. 21], p. 162 et 171).



entièrement, et que par là on ôte aux Réformés tous les moyens de vivre et subsister. Il s'en prend directement à l'œuvre du sieur Soulier, prêtre, et à son *Histoire des Édits de Pacification et des moyens que les Prétendus Réformés ont employez pour les obtenir* (Paris, Antoine Dezallier, 1682). Brousson se fait le porte-parole de la longue tradition réformée qui soutient que l'Édit de Nantes est irrévocable, bien plus irrévocable que les autres édits de pacification déclarés perpétuels et irrévocables qui l'ont précédé : à savoir, l'édit du mois d'août 1570, ceux du mois d'août 1573, de mai 1576, de septembre 1577. « Si cela ne s'appelle pas un engagement de la parole Royale et de la foy publique, il n'y en aura jamais », s'écrit l'auteur. Il continue en rappelant d'autres formules analogues dont on qualifia les articles arrêtés à la conférence tenue à Nérac en février 1579 (art. 27, « tout ce dessus et ce qui est porté par l'édit dernier de Pacification, sera inviolablement gardé et observé de part et d'autre »), et les articles définis dans la conférence de Fleix et Coutras en décembre 1580 (art. 1, ces articles « seront réellement et par effet observés et exécutés en tous et chacun leurs points »). Le caractère inviolable de l'Édit de Nantes est confirmé par Louis XIII dans l'édit du 22 mai 1610 et dans la déclaration du 10 novembre 1615. Louis XIV a lui aussi confirmé l'Édit de Nantes, « bien que perpétuel », par diverses déclarations, notamment par celles du 8 juillet 1643 et du 21 mai 1652. « Les Réformés ont donc raison — conclut Brousson — de dire que ces Édits ne sont pas de la nature des édits ordinaires et des simples loix ; mais que ce sont de véritables Traités, qui engagent et lient de part et d'autre. » Par conséquent : « Ceux qui ont crû que les Édits de Pacification sont de la nature des simples Loix, ou des Édits ordinaires, et qu'on peut les faire révoquer, se sont trompez assurément. » (5)

Cette thèse, qui est l'idée maîtresse de l'ouvrage, est la plus débattue à l'époque. Elle est soutenue par d'autres auteurs protestants, notamment par Charles Ancillon, qui lui aussi insère le mot controversé dans la page de titre de son livre, paru en 1688 :

(5) [Claude BROUSSON], *État des Réformés en France*, Première Partie, chap. II, « Que les édits de pacification sont des monumens perpetuëls de la parole Royale, et des gages inviolables de la foy publique », p. 18-31 ; je cite à partir de la 2<sup>e</sup> éd., 3 parties en 1 vol. in-12, La Haye, 1685 ; 1<sup>re</sup> éd., Cologne, P. Marteau, 1684. Sur Brousson, voir H.S. BAYNES, *The Evangelist of Desert. Life of Cl. B. sometime advocate*, London, 1853 ; L. NÈGRE, *Vie et ministère de Cl. Brousson*, Paris, 1878 ; O. DOUEN, *Les premiers pasteurs du Désert*, 2 vol., Paris, 1879 ; l'art. de *La France prot.*, 2<sup>e</sup>, 3.222-262 ; et l'art. de N. WEISS, « Cl.B. », *B.S.H.P.F.*, 34 (1885), p. 422-439.

*L'irrévocabilité de l'Édit de Nantes prouvée par les principes du Droit et de la Politique.* Pour cet auteur, un juriste et un historien remarquable, la Révocation est un véritable casse-tête. Il ne doute pas un instant que l'Édit de Nantes soit perpétuel, ni qu'il ait été considéré tel par les contemporains. Autrement, dit-il, l'édit « n'eût pas produit l'effet que tous les partis en espéroient, qui était la paix et l'union ; il eût laissé dans les esprits, le trouble, le soupçon et la défiance. Nous pouvons donc raisonner ainsi que, puis que l'Édit a produit la paix et l'union, tous les partis se fioient aux expressions du Roi, et se persuadoient qu'elles désignoient son intention. Or, puis que Henri IV a dit que son intention étoit, que l'Édit fût exécuté jusqu'à ce qu'il plût à Dieu de permettre que tous ses Sujets se réunissent à une même Religion, et que tous les Peuples qui étoient de ce temps-là l'ont crû ; comment est-ce que les Papistes modernes, et le Clergé d'aujourd'hui, osent venir dire que son intention n'étoit pas telle qu'on lui a crû jusqu'à présent » (6) ? A défaut d'une explication juridico-historique centrée sur la formule « perpétuel et irrévocable », Ancillon développe des arguments très théoriques, certainement pertinents, mais peu probants pour une démonstration efficace, au moment où la Révocation est déjà en vigueur depuis trois ans. Néanmoins, cette citation nous procure une information précieuse : à l'époque de la promulgation de l'Édit de Nantes, aucun des réformés n'a douté de sa perpétuité.

##### 5. Trop tard

L'assurance des affirmations d'un Brousson et d'un Ancillon, la cohérence de leurs thèses et les arguments choisis pour les soutenir, sont autant d'éléments qui nous montrent le long chemin parcouru par les réformés. Au fil des décennies, démunis de leurs forces militaires, affaiblis sur le plan politique, découragés par la perte de leurs droits civils, les réformés se sont de plus en plus cramponnés à ces deux attributs « perpétuel et irrévocable » au fur

(6) *L'irrévocabilité [...] Par C.A., Docteur et Juge de la Nation Française à...*, Amsterdam, H. Desbordes, 1688, p. 39-40. Sur la base de cet opuscule, Charles READ (*B.S.H.P.F.*, 34, 1885, « Le "Grand Dessein" de la Révocation », p. 115) a pu écrire : « La révocation de l'Édit de Nantes a été, sous couleur de la politique d'État, la violation hypocrite et flagrante d'une triple parole royale, puisque Louis XIV avait lui-même, après son père et son aïeul, solennellement, par ses Déclarations de 1643 et 1652, reconnu l'Édit de Nantes de 1598 comme "perpétuel et irrévocable". »



et à mesure que les menaces de révocation de l'édit devenaient une réalité juridique, tragique autant qu'inéluctable.

Ce qu'il importe, c'est que cette douloureuse prise de conscience se réalise assez tard, à une époque où les réformés avaient perdu tout moyen de défense. Pour donner une référence chronologique, nous pourrions situer les premiers signes de cet éveil (prise de conscience claire, non des doutes vagues soulevés de temps à autre) autour de 1666, année de parution du livre révélateur de Pierre Bernard, magistrat de Béziers, hostile aux réformés : *Explication de l'Edit de Nantes par les autres Edits de Pacification, Déclarations et Arrests* (7). Mais à cette époque il est déjà trop tard pour envisager des négociations ; trop tard pour organiser un mouvement d'opinion international ; trop tard pour mettre sur pied un débat centré spécialement sur la légitimité de la révocation ; par exemple, sur la révocation d'une loi dont l'usage, prolongé au-delà de trois générations, aurait pu se présenter comme une coutume invétérée ; l'on aurait pu, peut-être, faire valoir les prérogatives du droit coutumier. Que l'on considère la variété possible des arguments (juridiques, religieux, politiques, moraux, etc.) évoqués par le pasteur Jean Claude dans sa dramatique supplique au roi, rédigée en janvier 1685, alors que la Révocation est imminente. C'était une tentative extrême pour persuader Louis XIV de respecter l'autorité de son aïeul et « surseoir l'exécution desdites déclarations, arrêts, jugements et dispositions », qui depuis des décennies laissaient présager la malheureuse abrogation de l'édit. L'auteur insiste sur la nature perpétuelle et irrévocable de l'édit avec des accents qui laissent transparaître toute son émotion :

(7) Paris, A. Vittré (une autre édition, avec des nouvelles observations, sera publiée par Pierre Soulier en 1683, Paris, A. Dezallier). Cet ouvrage avait été précédé par un autre, moins connu, du père jésuite B. MEYNIER, dont le titre était un programme : *De l'exécution de l'Édit de Nantes et le moyen de terminer, dans chaque province, le grand différend et ses principales suites, par les Actes des Synodes de la Religion Prétendue Réformée, par lesquels l'on fait voir à nos Seigneurs les exécuteurs de l'Édit dans tout le gouvernement du Languedoc et pays de Foix, que, dans le seul Diocèse de Nîmes, les Prétendus Réformés ont maintenant plus de lieux d'exercice qu'ils n'en avaient dans ces trois provinces, Bas-Languedoc, Sévennes, et Vivarais, quand l'Édit de Nantes fut publié. Et qu'après la publication du mesme Édit et contre les défenses qui y sont faites, ils sont établis l'exercice public de leur créance en plus de cens lieux, où par conséquent il doit être condamné*, Pézenas, 1662. Malgré la gravité croissante des mesures restrictives de l'Édit de Nantes, l'assemblée du clergé ne semble pas avoir avancé la proposition de sa révocation (le mot ne se prononce pas, mais l'idée est bien présente) avant 1665, quoiqu'elle se soit battue pour l'application stricte de l'édit à partir de 1661 ; cf. Pierre BLET, *Le Clergé de France et la Monarchie. Étude sur les Assemblées Générales du Clergé de 1615 à 1665*, 2 vol., Rome, 1959, 2. 368 et 381 ss.

« L'Edit, Sire, étant perpétuel et irrévocable, doit nécessairement régner sur des révolutions que le temps et le commerce ordinaire de la vie civile apportent dans les familles. » L'a-temporalité de l'édit ainsi décrite est sublimée par sa comparaison avec le soleil, dont l'éclairage vital est justement perpétuel : l'édit « à cet égard est comme le soleil qui n'a pas été fait pour éclairer seulement les corps de la première création, mais aussi tous ceux que la suite des temps ou des générations pourraient produire à l'avenir » (8). Métaphore suggestive s'il en est qui nous rappelle définitivement combien la conviction de l'inviolabilité de l'édit était enracinée chez les protestants. En effet, un coup d'œil sur les écrits de controverse parus entre la promulgation et la révocation de l'édit (et même après) suffit pour constater une seule et même attitude de la part des réformés : affirmer, réaffirmer, démontrer et donner pour certain que l'édit est irrévocable. Or, l'historien doit s'interroger sur le bien-fondé de leur interprétation univoque de l'édit autant que sur les raisons et les choix d'une propagande (sermons, avis, avertissements, réponses diverses, etc.) qui ne firent aucune tentative pour les éclairer sur ce quiproquo, ni pour les mettre en garde. Nous allons voir que derrière cette sorte de cécité verbale il y avait un profond malentendu sur le genre de tolérance obtenue en 1598 (9). C'est la raison pour laquelle nous devons reprendre à la base une discussion sur cette question que nous estimons avoir été mal posée par l'historiographie.

(8) « La dernière requête des protestants de France à Louis XIV avant la révocation de l'Édit de Nantes (janvier 1685) », publ. par Frank PUAUX et Auguste SABATIER, *Études sur la Révocation de l'Édit de Nantes*, Paris, 1886, p. 172-245 ; ici p. 206.

(9) « Les suppliants ont l'Édit confirmé par Votre Majesté qui les met à couvert de ces maximes de politique quelles qu'elles soient en elles-mêmes. Quand la diversité de religion se trouve permise et autorisée par les lois mêmes de l'État et qu'on ne peut plus la faire cesser sans renverser ces lois et sans affliger un grand nombre de sujets fidèles, la tolérance en est devenue juste et nécessaire », *ibid.*, p. 234. Cette opinion de Claude, qu'on peut considérer comme l'opinion courante des protestants, dont il est le porte-parole, montre à quel point les réformés sont peu ou mal renseignés sur l'état actuel du débat touchant la tolérance chez les catholiques et chez les réformés « non orthodoxes » eux-mêmes (P. Bayle, N. Aubert de Versé, Élie Saurin, etc. ; cf. mon art. « La liberté de conscience et l'autorité du magistrat au lendemain de la Révocation. Aperçus du débat touchant la théologie morale et la philosophie politique des Réformés : P. Bayle, N. Aubert de Versé, P. Jurieu, J. Philipot et E. Saurin », dans *La liberté de conscience (XVI-XVIII). Actes du Colloque de Mulhouse et Bâle* (1989), réunis par H.R. GUGGISBERG et al., Genève, 1991, p. 289-367). Cette désinformation ajoutée à une mauvaise ou insuffisante connaissance de leur position juridique à l'égard de la tolérance prévue par l'Édit de Nantes fut l'un des facteurs principaux de leur désarroi en 1685 ; à qui faut-il en attribuer la responsabilité ?



6. *La tradition historiographique*

L'historiographie ou, si l'on préfère, les histoires de l'Édit de Nantes se confondent à un moment donné avec les histoires de sa révocation. Peu à peu les interprétations se figent dans un cliché où les remarques et les commentaires tournent sur les mêmes idées presque répétitives. Nous pouvons parler d'une tradition historiographique qui se prolonge jusqu'à nos jours, mais qui est déjà formée dans cette fin du XVII<sup>e</sup> siècle.

Nous n'avons qu'à nous référer à l'historien par excellence de l'édit et de sa révocation, Élie Benoist. Cet auteur, qui écrit son histoire après que l'édit de révocation a été promulgué, lui aussi accompagné de la clause « perpétuel et irrévocable », prend quelques précautions dans ses « considérations sur le mot ». « Perpétuel et irrévocable », dit-il, est une des qualités fondamentales de l'Édit de Nantes, car elle « ne convient à rien plus naturellement qu'aux loix et aux traites, dont la justice et l'utilité ne peuvent être contestées ». C'est pourquoi ces deux mots correspondent à une réalité lorsqu'ils sont employés dans une loi équitable, comme l'était l'Édit de Nantes, tandis qu'ils sont illusoire quand on les applique à des lois « qui obligent à l'injustice ou à la cruauté : tels sont même les Traitez qui engagent les contractants à violer l'humanité ou l'honnêteté. Tel est l'Edit par lequel Louis XIV a révoqué l'Edit de Nantes, qui n'est rien au fond qu'une promesse solennelle de ne faire jamais justice à une grande partie de ses sujets ». Benoist ne peut pas dissimuler son embarras au cours de l'explication de ces deux mots, qui sont utilisés dans l'édit de 1598 aussi bien que dans la révocation de 1685. Face à cette difficulté, il se rabat sur des notions empruntées au droit naturel, mais sans les mettre en relation avec le droit civil dont relevaient les textes de Nantes. C'est ce qu'avait su faire un siècle auparavant Pierre de Beloy dans son Commentaire à l'Édit de Nantes (dont nous parlerons ci-dessous au point 12). En effet, Benoist avait écrit à Charles Ancillon, que nous connaissons, le 13 mai 1690, lorsqu'il préparait les matériaux pour son ouvrage : « Diverses personnes m'ont indiqué l'ouvrage de M. de Belloi dont vous faites mention ; mais je n'ai pu encore trouver personne qui me le pût prêter ou m'enseigner où je le trouverais. » (10) D'après les arguments que Benoist utilise pour sa thèse et en considération de ses conclusions, on peut

(10) Lettre copiée par Ch. Read et publiée par N. Weiss dans *B.S.H.P.F.*, 38, 1889, p. 142.

aisément déduire qu'il ne réussit pas à consulter l'ouvrage qu'il recherchait. C'est pourquoi il explique, sur la base du droit naturel uniquement, que l'irrévocabilité ne s'applique qu'aux lois justes. « Quand ces loix ont été recherchées, poursuivies, sollicitées, obtenues après de longues et mûres considérations, après des négociations et des conférences de plusieurs années, si on les publie avec le titre d'irrevocables, elles doivent l'être effectivement, parce qu'il est certain que c'est sous cette qualité qu'elles ont été requises et accordées. » Même considération quant à la liberté de conscience et aux droits de la conscience : « il ne peut jamais y avoir d'Edits plus irrevocables — conclut Benoist —, que ceux qui conservent à la conscience la liberté que la nature luy donne, et qui l'exemptent de toute contrainte » (11). Il faut reconnaître à cet historien sa bonne volonté dans ce plaidoyer, mais aussi bien admettre que ses raisonnements trahissent quelques faiblesses juridiques et historiques. Nous reviendrons sur cette réserve de caractère général pour essayer d'en trouver une explication interne (ci-dessous au point 19). Pour le reste, songeons au fait que Benoist se devait de répliquer à ses adversaires (12) qui, contre la perpétuité de l'édit, essayaient de faire valoir l'argument selon lequel les réformés l'avaient « extorqué » à Henri IV. Argument réitéré, dont on trouve un écho, par exemple, dans la trop célèbre *Histoire de France* du père jésuite Gabriel Daniel qui, en louant la fermeté et la justice de Louis le Grand, assure que tous les édits de paci-

(11) É. BENOIST, *Histoire de l'Édit de Nantes et de sa Revocation, contenant les choses plus remarquables qui se sont passées en France avant et après sa publication, à l'occasion de la diversité des Religions ; et principalement les Contraventions, Inexécutions, Chicanes, Artifices, Violences, et autres Injustices que les Reformez se plaignent d'y avoir souffertes, jusqu'à l'Édit de Revocation en octobre 1685. Avec ce qui a suivi ce nouvel Édit jusques à présent*, 3 tomes en 5 vol., Delft, A. Beman, 1693-1695, t. 1, 317-320. Cette même conviction est confirmée dans ses « réflexions sur la Revocation de l'Édit de Nantes », 5.1004 et 1007. Sur l'auteur, voir Charles JOHNSTON, « E. Benoist, Historian of the Edict of Nantes », *Church History*, 55, 1986, p. 468-488.

(12) Voici l'opinion du père SOULIER dans son *Histoire*, p. 166 : « Nous venons de voir de quelle manière les Pretendus Reformez obtinrent cet Edit et toutes ces graces ; comme ils profiterent du mauvais estat des affaires du Roy, et qu'ils furent sur le point de prendre les armes pour reduire ce Prince dans cette malheureuse necessité de leur accorder tout ce qu'ils demanderent. Comment osent-ils donc avancer aujourd'huy si hardiment, qu'ils ont obtenu ces graces et cette precieuse liberté par leurs services : que ce fut un effet de la seule reconnaissance du Roy et des bons François ? Ils ajoutent même, que si on faisoit lire au Roy l'Histoire de son Ayeul, il est assuré qu'il conserveroit quelque inclination pour les enfants de ceux qui se sont sacrifiés pour la gloire de sa Maison. Mais après ce que nous venons d'exposer je doute que ces Messieurs doivent souhaiter que le Roy lise l'Histoire d'Henri le Grand, et particulièrement ce que je viens de rapporter. » L'auteur cite en italique des passages de *La Politique du Clergé de France* (de Pierre Jurieu, 1681), p. 110 s. et 180 s.



fiction « avaient été extorquées les armes à la main par les sujets rebelles de ses prédécesseurs » (13). Polémistes aussi avertis que leurs adversaires, les catholiques n'avaient pas non plus approfondi la question de la perpétuité de l'édit par des recherches rigoureuses. Nous n'avons pas l'intention de passer en revue systématiquement les opinions des historiens qui ont touché à cet aspect. En revanche, il nous intéresse de suivre la continuité de cette interprétation qui se prolonge dans les siècles suivants. Bien sûr, le doute sur l'irrévocabilité de l'édit traverse les esprits désenchantés, à la Voltaire, qui ont saisi qu'en 1598 l'institution d'une tolérance définitive était hors de question : l'Édit de Nantes, dit l'auteur du *Siècle de Louis XIV* (1751), « n'était qu'un traité de paix entre les sectateurs des deux religions, et par conséquent ne pouvait subsister qu'aussi longtemps que les forces des deux parties se contrebalanceraient ». Intuition exacte qui néanmoins manquait d'une étude historique adéquate. A ce propos, la tentative de Claude Carloman de Rulhière est digne de remarque. Dans ces *Éclaircissements historiques sur les causes de la Révocation de l'Édit de Nantes, et sur l'état des Protestants de France* (14), publiés en 1788, l'on apprécie le souci d'équilibre et d'exactitude, quoique l'auteur ne semble pas du tout s'intéresser à la question qui nous intrigue.

#### 7. Du côté des catholiques

Au XIX<sup>e</sup> siècle, l'indignation protestante contre la révolution se manifeste particulièrement à l'occasion du bicentenaire célébré pour la première fois en toute liberté d'expression. Pour constater à quel point l'indignation se polarise sur la clause « perpétuel et irrévocable », nous n'avons qu'à parcourir les allocutions chaleureuses recueillies par Nathanaël Weiss dans le *Bulletin de la*

(13) Ed. 1725, t. 7, p. 103. Pour une analyse récente de ce point, voir Nicola Mary SUTHERLAND, « The Edict of Nantes and the Protestant State », dans *Annali della Fondazione italiana per la storia amministrativa*, 2, 1965, p. 199-235 ; EADEM, « The Crown, the Huguenots and the Edict of Nantes », dans *The Huguenot Connection : the Edict of Nantes, its Revocation and Early French Migration to South Carolina*, ed. by R.M. GOLDEN, Dordrecht, 1988, p. 28-49 ; p. 32 n. 17, une critique envers René TAVENEAUX, *Le Catholicisme dans la France classique 1610-1715*, 2 vol., Paris, 1980, 1. 24 s.

(14) *Depuis le commencement du Règne de Louis XIV, jusqu'à nos jours. Tirés des différentes Archives du gouvernement*, s.l. 2 parties en 1 vol. in-16 ; 215 + 216 p. Sur cet académicien, voir Ch. A. SAINTE-BEUVE, *Causeries du lundi* (29 sept. 1851), 3<sup>e</sup> éd. (Paris, s. d.), 4. 567-586.

*Société de l'Histoire du Protestantisme Français* de 1885 (15). Ce qui est plus important sur le plan historiographique, c'est l'opinion des historiens au sujet de la perpétuité de l'Édit de Nantes. Si je suis, en tant qu'historien, moins intéressé à l'école historique catholique qu'à la protestante, c'est parce que les auteurs catholiques déclarés ont, en général, placé leur interprétation de l'Édit de Nantes sous le signe d'un prosélytisme qui considère la révocation comme un service rendu à la sauvegarde de la foi romaine. Cela au profit d'un *credo* théologique qui s'adapte mal à la recherche historique proprement dite. Des historiens comme Henrion (Mathieu-Richard-Auguste : *Histoire générale de l'Église*, 1841), l'abbé Rohrbacher (René-François : *Histoire universelle de l'Église catholique*, 1842), Poujoulat (Jean-Joseph-François : *Lettre sur Bossuet*, 1854), de Rochas (Eugène-Auguste-Albert de R. d'Aiglun : *Note sur quelques documents inédits relatifs à la Révocation*, 1880), l'abbé Girodon (*Exposé de la doctrine catholique*, 1884), Schoell (Maximilian-Samson-Friedrich : *Cours d'histoire des États européens*, 1830), Lacépède (Bernard-Germain-Étienne de la Ville comte de : *Histoire de l'Europe*, 1826), Gaillardin (Casmir : *Histoire du règne de Louis XIV*, 1871), Lièvre (Auguste-François : *Du rôle que le clergé a joué dans la Révolution*, 1853) (16), et d'autres du même camp semblent partager une sorte de préjugé fort répandu : la concession de la liberté de conscience octroyée par l'Édit de Nantes a été un outrage infligé à l'intégrité de la foi catholique ; la révocation n'a donc fait que remettre les choses dans le bon ordre.

#### 8. Du côté des protestants

En revanche, c'est chez les auteurs protestants que l'on peut, à mon avis, retrouver des points intéressants de critique, malgré la présence, peut-être inévitable chez eux aussi, de quelques préoccupations hagiographiques. L'une de ces déformations de la perspective historique consiste, comme nous l'avons dit, à se méprendre sur l'importance de la concorde religieuse comme élé-

(15) *B.S.H.P.F.*, t. 34, p. 521 s.

(16) Voir la discussion de PUAUX et SABATIER, *op. cit.*, p. 20-30. Pour un bilan critique général sur l'historiographie religieuse en France entre XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, voir l'étude de Claude LANGLOIS, « Des Études d'histoire ecclésiastique locale à la sociologie religieuse historique. Réflexions sur un siècle de production historiographique », *Revue d'Histoire de l'Église de France*, 62, 1976, p. 329-347.



ment fondamental de l'unité politique ; on y songe, bien entendu, mais sans en dégager toute la portée relativement à la gestion du pouvoir absolu. D'après ces historiens le principe de l'unité religieuse au XVII<sup>e</sup> siècle constituait « la condition nécessaire de la vérité, qui ne saurait tolérer l'erreur ». Mais alors, un phénomène fort complexe, qui impliquait sans doute des composants de nature juridique et politique très importants, était réduit à une affaire de politique ecclésiastique. C'est dire que le problème de la révocation était replacé sur le plan des luttes confessionnelles, borné à une rivalité entre deux églises. Dans cette perspective a été élaborée la thèse de Frank Puaux et d'Auguste Sabatier, lesquels ont fini par faire endosser au clergé de France la totalité de la responsabilité de la Révocation (ce qui n'était pas faux à plusieurs titres). Voici leur conclusion : « Si donc la révocation d'un édit, loi fondamentale du royaume, reconnu par des déclarations solennelles et authentiques des trois rois Bourbons, "perpétuel et irrévocable", a pu être prononcée dans des conditions de violence et de duplicité dignes des plus sévères condamnations, la cause première et déterminante en est due à l'action du clergé de France. » (17) Ainsi, c'était ranimer les querelles confessionnelles, que de concentrer toute l'attention des historiens sur l'action des ecclésiastiques, en reléguant à l'arrière-fond l'analyse complexe des divers facteurs déterminant la durée de l'édit : la compréhension historique de son caractère « perpétuel et irrévocable ». Ce n'est pas que les historiens n'aient pas voulu aborder la discussion sur ce point ; c'est qu'ils ne l'ont pas perçu comme un problème historique, soucieux d'autres sollicitations morales, d'autres engagements polémiques. Cela constitue un premier motif pour lequel le problème de la révocabilité de l'édit a été mal posé par l'historiographie : c'est-à-dire qu'il n'a pas été posé du tout en tant que problème en soi ; qui plus est, dès qu'on y a réfléchi un instant, on l'a situé sur le plan de la controverse en lui attribuant une charge polémique qui le dénaturait et qui en empêchait une approche historique équitable.

#### 9. Les historiens « universitaires »

Restons à ce XIX<sup>e</sup> siècle, qui a tellement influencé nos idées historiques, et consultons les historiens universitaires (comme on les

(17) *Ibid.*, p. 92.

appelait), ceux que nous interrogeons encore en les considérant, pour ainsi dire, comme plus « indépendants ». Mais un sondage parmi ces maîtres nous aura vite déçus, quoique le récit historique se trouve enrichi de nouveaux éléments. Qu'il s'agisse de Léopold von Ranke (*Histoire de France aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles*, 1854), de Jules Michelet (*Histoire de France*, 1860), d'Edgar Quinet (*Philosophie de l'Histoire de France*, 1882), le facteur durabilité de l'Édit de Nantes ne semble pas avoir constitué un problème digne de réflexion. Même un Richard Daresté (*Histoire de France*, 1866, 4. 555), historien et juriste insigne, nous dit que ce « traité avec les huguenots constituait un ordre de choses durable, et consacrait, dans l'État, comme on l'a dit à juste titre, non pas une république indépendante, mais une république autorisée ». Critique ouverte à l'édit conçu comme un traité (opinion à risque), mais indifférence vers la question de la durée qu'il relève pourtant. Justement : on a pris désormais l'habitude de reconnaître la perpétuité de l'édit comme allant de soi, sans aucune critique. Lisons le récit d'Henri Martin (*Histoire de France*, 1844 ; 4 éd., 10. 425), dont l'opinion a eu une incidence considérable sur des générations d'historiens : « L'ombre de L'Hospital dut applaudir, sa pensée triomphait ; les démons de la Saint-Barthélemy étaient vaincus. Il ne s'agissait plus, comme sous Charles IX ou Henri III, "d'édits provisoires", de trêves accordées aux nécessités de la guerre civile ; l'édit "perpétuel et irrévocable" tendait à constituer définitivement la dualité du culte sous le commun patronage du pouvoir temporel et à ouvrir une ère nouvelle où la société laïque ne serait plus basée sur l'Église. » Un élan rhétorique plus modéré aurait pu nuancer quelques imprécisions. C'est en revanche pour sa modération que l'on apprécie encore le récit d'Auguste Poirson (*Histoire du règne d'Henri IV*, 1856, 1. 372) qui, tout en demeurant l'un des meilleurs historiens d'Henri IV, ne renonce pas à une certaine emphase lorsqu'il conclut que « le principe de la tolérance religieuse proclamé par L'Hospital et inscrit par lui le premier dans notre législation, était resté, malgré ses généreux efforts, l'exception et non la règle... l'Édit de Nantes donna à ce principe la force et la durée dont il avait manqué jusqu'alors... » Chez les meilleurs historiens, nous ne pouvons donc saisir le moindre doute sur la portée de la qualification de « perpétuel et irrévocable » appliquée à l'Édit de Nantes. Il ne faut pourtant pas en déduire qu'il s'agit d'un silence de circonstance. S'ils ne le révoquent pas en doute, c'est simplement qu'ils n'en doutent pas.

Les historiens protestants sont plus explicites à ce propos : « Assu-



rément l'Édit de Nantes n'est pas la liberté telle que nous la comprenons — conclut Nathanaël Weiss —. Ce mot même ne s'y trouve pas. Mais ce n'est pas non plus un traité provisoire, "boiteux, mal assis" comme on avait justement appelé ceux qui le précédèrent. C'est une loi générale, fondamentale et définitive qui reconnaît officiellement l'existence et le droit à l'existence de deux religions. » (18) Nous pouvons considérer ce jugement historique, d'un des historiens les plus consciencieux du protestantisme français, comme largement partagé. Ce jugement est ainsi entré dans l'historiographie avec une double fin : il sert aussi bien à définir l'Édit de Nantes qu'à expliquer la résistance armée des réformés lors de sa révocation : « La résistance des protestants était-elle légitime ? — se demande Henri Bordier — Pour juger leur conduite avec équité, il nous semble qu'on ne doit pas perdre de vue un fait important : c'est que l'Édit de Nantes n'était pas une loi ordinaire, et par conséquent, révocable selon le bon plaisir du roi ; c'était un contrat solennel dans lequel était intervenu le parti protestant, un pacte que l'une des parties ne pouvait violer sans délier l'autre de ses engagements. » (19)

Remarquons cette concordance fondamentale d'opinion, et la continuité avec les siècles qui l'ont précédée. C'est dans ce sens que nous parlons de tradition historiographique.

Et notre XX<sup>e</sup> siècle, dans quel rapport se situe-t-il avec cette tradition ? Rarement, l'on trouve des historiens qui ont soulevé un doute sur l'inviolabilité de l'édit. Mentionnons à ce propos l'avis de Georges Pagès (1936) (20), mais notons aussi les incertitudes d'Émile G. Léonard (1948). Celui-ci écrit que l'édit « parut aux deux partis, dès le début, comme une mesure transitoire », et puis ajoute qu'il aurait « institué en France » « le fédéralisme politique » ; « Plus encore que du fédéralisme, c'était du dualisme. » (21) Étant donné qu'il n'est pas clair si l'institution, dont il parle,

(18) N. WEISS, « Difficultés et obstacles que rencontra l'Édit de Nantes », *B.S.H.P.F.*, 47, 1898, p. 290. Cf. *Ibid.*, p. 372-386, H. DANNREUTHER, « Quelques jugements sur l'Édit de Nantes », que j'ai utilisé pour passer en revue les opinions.

(19) *La France protestante*, 2<sup>e</sup> éd., art. « Brousson », 3, 227.

(20) G. PAGÈS, « Les paix de religion et l'Édit de Nantes », *Revue d'histoire moderne*, 11 (n. s., 5), 1936, p. 394-413 ; 401.

(21) É. G. LÉONARD, « Le protestantisme français au XVIII<sup>e</sup> siècle », *Revue historique*, 200, oct.-déc. 1948, p. 155. On comprend les incertitudes de l'auteur parce qu'il raisonne par analogie : « On peut trouver à cette situation des analogies dans le roi d'Angleterre, chef de l'Église anglicane et, en Écosse, protecteur de l'Église presbytérienne, ou encore dans le régime concordataire antérieur à la Séparation. » Ce qui l'amène à songer « au fédéralisme en matière ecclésiastique et politique », au « dua-

doit s'entendre comme temporaire ou comme stable, le lecteur aura recours à une page suivante (22), où l'auteur conclut que « l'Édit de Nantes n'était donc pour eux [les réformés] qu'un point de départ, et non pas un statut définitif ». Affirmation qu'on peut accepter à condition de bien distinguer dans l'Édit de Nantes d'un côté une base de concessions et de droits octroyés effectivement aux réformés, que ces derniers jugèrent acquis et stables ; de l'autre côté, les possibles extensions de ces mêmes droits, des privilèges, que les réformés envisagèrent comme instables dans la mesure où ce statut était, à leur avis, susceptible d'améliorations. Quoi qu'il en soit, ce « point de départ », dont parle Léonard, fut considéré comme acquis et ferme par les réformés, encore que non définitif au départ. Ce qui, à la longue, revenait à croire l'édit, encore qu'insatisfaisant, « perpétuel et irrévocable ».

Signalons l'affirmation judicieuse de Roland Mousnier (1964) (23) et l'opinion, juste à notre sens, de Pierre Chaunu (1986) (24), qu'ils ne croient pas nécessaire d'expliquer pour autant. Plus récemment, quelques doutes sur la perpétuité de l'édit apparaissent dans la pensée d'historiens tels que Jean Carbonnier (1986) (25), Élisabeth Labrousse (1985) (26), Richard M. Golden

lisme, ou quelque chose comme le système — pour les Français rationnellement illogique — du *Commonwealth* britannique », etc. Il y aurait bien des idées à discuter dans ces pages 155 et s. (idées qu'il a reproduites dans *Histoire du Protestantisme*, cit., 2, 149). Au demeurant, elles nous semblent comporter des imprécisions qui ont été accueillies par un certain nombre d'historiens : voir Jean DELUMEAU, *Naissance et affirmation de la Réforme*, Paris, 1983 (1965), p. 184 : « Le royaume recevait une structure dualiste et devenait un État à la fois catholique et protestant » (cette même imprécision dans son art. « Guerres de religion », *Encyclopaedia Universalis*, 19, 1989, p. 769 a) ; en dernier, René-J. LOVY, *La Révocation, Trois siècles de souffrances du protestantisme français sous l'Ancien Régime*, Paris, 1985, p. 74 : « De plus, l'Édit de Nantes n'établissait pas seulement un fédéralisme religieux, avec la coexistence du catholicisme et du protestantisme, mais un fédéralisme politique dont on peut admettre ou rejeter le principe : le protestantisme conservait ses assemblées politiques... C'était là un dualisme politique instituant un État dans l'État, un État protestant au sein de l'État royal de France. ».

(22) *Op. cit.*, p. 156.

(23) R. MOUSNIER, *L'assassinat d'Henri IV. 14 mai 1610*, Paris, p. 128 ; cf. *id.*, *Les institutions de la France sous la Monarchie absolue 1598-1789*, 2 vol., Paris, 1974-1980, 2, 235.

(24) P. CHAUNU, « La décision royale (?) : un système de la Révocation », dans *La révocation de l'Édit de Nantes et le Protestantisme français en 1685. Actes du Colloque de Paris (15-19 octobre 1985)*, réunis par R. ZUBER et L. THEIS, Paris, 1986, p. 25.

(25) J. CARBONNIER, « Sociologie et psychologie juridique de l'Édit de Révocation », *ibid.*, p. 38.

(26) E. LABROUSSE, « Une foi, une loi, un roi ». *Essai sur la révocation de l'Édit de Nantes*, Genève-Paris, 1985, p. 28 ; peut-être la meilleure synthèse, à l'heure actuelle, sur l'histoire de la Révocation.



(1988) (27), Nicola Mary Sutherland (1988) (28) et Jean-Robert Armogathe (1985). Ce dernier semble convaincu de la révocabilité de l'Édit de Nantes, comme il est persuadé, mais à tort dans ce cas, que « tous les édits » de pacification étaient dits perpétuels et irrévocables (29).

Ces quelques cas mentionnés ne doivent pas nous faire oublier que les doutes, les incertitudes ne sauraient tenir lieu d'explication historique. On constate donc que la tradition du XIX<sup>e</sup> siècle se prolonge sans solution de continuité dans celle du XX<sup>e</sup> quant à son large consensus sur la perpétuité et l'irrévocabilité reconnues aux textes de Nantes. « Déclaré perpétuel et irrévocable, c'était la charte des droits et des privilèges des protestants français », nous assure Jean-H. Mariéjol (1905) dans la célèbre *Histoire de France* dirigée par Ernest Lavisse (30), que l'on n'a pas cessé de consulter. Une telle déclaration « équivaldrait de nos jours à en faire une loi constitutionnelle », nous confirme un historien mineur, Jacques de Missècle (1930) (31). Et parce que l'édit fut déclaré « perpétuel et irrévocable », il découle que Louis XIV fut un « parjure » ; c'est la thèse jadis célèbre que développa Eugène Bersier lui aussi (1885, rééditée en 1985) (32) et que reprend entre autres David Lasserre (1932) (33) dans sa réplique rigoureuse à Mgr. Besson (34). L'on n'est pas plus avancé avec l'étude spécifique, par ailleurs fort intéressante, de Paul Beuzart (1948), qui nous a rendu le service d'analyser comparativement tous les édits de pacification, afin de montrer qu'ils sont fondamentalement différents de l'Édit de Nan-

(27) Dans son « Introduction » à *The Huguenot Connection*, op. cit., p. 1, n. 2.

(28) N.M. SUTHERLAND, « The Crown, the Huguenots, and the Edict of Nantes », *ibid.*, p. 28, n. 2.

(29) J.R. ARMOGATHE, *Croire en liberté. L'Église catholique et la révocation de l'Édit de Nantes*, Paris, 1985, p. 18 et 21.

(30) Tome VI, Paris, p. 416.

(31) Dans son opuscule, *L'Édit de Nantes et sa Révocation*, Colmar, p. 7.

(32) E. BERSIER, *La Révocation. Discours prononcé dans la temple de l'Oratoire de Paris le 22 octobre 1885, suivi de notes relatives aux jugements des contemporains sur l'Édit de Nantes*, Paris, 1886, p. 17 ; éd. Paul VIALLANEIX dans *Études théologiques et religieuses*, 1985/3, p. 482.

(33) D. LASSERRE, *A propos de l'Édit de Nantes et de sa révocation. Un exemple d'historiographie catholique*, Lausanne, p. 53 s.

(34) L'évêque de Lausanne, Genève et Fribourg était l'auteur d'un ouvrage assez répandu à l'époque, *La Révocation de l'Édit de Nantes et la persécution des protestants de France. Les « Victimes » des Papes, Étude historique*, 2<sup>e</sup> éd. 1921 ; cf. *id.*, *Nova et vetera*, juin 1932. L'autre auteur catholique, plus important, pris à partie par Lasserre était Jean GUIRAUD connu pour ses études sur l'Inquisition et pour son *Histoire partielle, histoire vraie*, 4 vol., Paris, 1910-1917.

tes qu'Henri IV a voulu « perpétuel et irrévocable » « par opposition aux édits successifs et variables qui ont vu le jour de janvier 1562, sous Charles IX, à septembre 1577 (Édit de Poitiers), sous Henri III » (35). Renseignement aussi frappant que partial. On dirait qu'une sorte de complicité caractérise une large majorité de ces historiens (voir aussi Francis Garrisson (36)) qui, sur les traces de Brousson (mais dépourvus des circonstances atténuantes de celui-ci), passent sous silence que la qualification de « perpétuel et irrévocable » ne fut point à l'époque une prérogative exclusive de l'Édit de Nantes. Notons cependant l'exclamation par laquelle Janine Garrisson (1985) ouvre sa monographie sur *L'Édit de Nantes et sa révocation* : « Un édit, de surcroît, que son préambule décrète irrévocable. L'acte en soi constitue comme une agression infligée, non au droit français, mais à sa pratique. » (37) ; et la position équilibrée de Pierre Bolle (1985) (38).

#### 10. Une question mal posée

D'après ces jugements, nous sommes à même de mieux comprendre pourquoi la question qui nous occupe a été mal posée. Et ce pour deux motifs principaux.

1) Premièrement parce que, tout en ayant posé une relation entre la durée déclarée de l'édit et la durée implicite de la tolérance, les historiens ont considéré cette tolérance presque exclusivement à l'intérieur de la lutte confessionnelle, comme une partie exclusive et spécifique de l'histoire religieuse et morale des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles, au lieu de l'étudier dans le cadre général de l'histoire ecclésiastique, mais aussi politique, économique, sociale et institutionnelle. Par conséquent, si le « bon » Henri IV avait octroyé

(35) P. BEUZART, « L'Édit de Nantes, création ou aboutissement ? », *B.S.H.P.F.*, 91, 1948, p. 17.

(36) « Avril 1589-avril 1948. Un 350<sup>e</sup> anniversaire : l'Édit de Nantes », *ibid.*, p. 42-69 ; étude dense et utile.

(37) J. GARRISSON, *L'Édit de Nantes et sa révocation. Histoire d'une intolérance*, Paris, 1985, p. 7.

(38) L'Édit de Nantes « en définitive, c'est un texte à la signification ambiguë : pour les intéressés, il y a bien là un texte fondamental, et le « bon roi Henri » lui-même l'a déclaré « perpétuel et irrévocable » dans le préambule ; par contre, pour le pouvoir royal — comme d'ailleurs pour les responsables de l'Église catholique en France —, ce texte ne représente qu'un ensemble de privilèges qu'il s'agit de limiter ou de faire disparaître » : P. BOLLE, « Le protestantisme français à la veille de la Révocation : la montée des périls », *B.S.H.P.F.*, 131, 1985, p. 125.



la tolérance, c'est le « détestable » Louis XIV qui l'a étranglée ; autrement dit, on ne se dirait pas sorti de la controverse malgré les progrès méthodologiques (sources, instruments, information) incontestables.

2) Deuxièmement, suivant la tradition, les historiens continuent à aborder le sujet en établissant une sorte d'association d'idées entre irrévocabilité et tolérance d'un côté, et révocabilité et intolérance de l'autre. Pour simplifier, ceux qui ont soutenu l'irrévocabilité étaient des tolérants (réformés, pacifistes, modérés, progressistes, précurseurs des « lumières », etc.), tandis que ceux qui ont prôné la révocabilité étaient des intolérants (papistes, bellicistes, extrémistes, conservateurs, précurseurs du totalitarisme, etc.) (39). Tout cela se remarque aisément dans le langage et dans le vocabulaire de la plupart des historiens. Ainsi, une partie considérable de l'histoire de la France à l'époque moderne reste mal connue, non parce qu'elle est encore ensevelie dans les archives (qui nous fournissent parfois une surabondance de renseignements), mais parce que la manière d'aborder les questions demeure impropre à l'explication d'une réalité historique très diversifiée.

Finalement, je voudrais attirer l'attention sur les problèmes relevant de la concorde religieuse, car c'est elle la véritable antagoniste de la tolérance. Je dis la concorde selon le terme et le sens employés par les contemporains qui, en distinguant entre la « concorde de l'État » et la « concorde de la Religion », songeaient, à une réunification confessionnelle en vertu d'un concile « libre, général ou national » (40) ou grâce à des colloques interconfessionnels, par des concessions réciproques ; cette concorde aurait dû se réaliser par voie de persuasion, et non pas par la ruse ni par la force ni, surtout, par des « dragonnades ».

Pour les raisons que nous venons de présenter, il nous faut main-

(39) « Ce que nous voudrions plutôt souligner, c'est l'intention qui s'affirme dans cet édit [de Nantes] de substituer à un régime d'oppression, que l'on qualifierait aujourd'hui de totalitaire, la coexistence légale, au sein d'un même État, de personnes et de groupes ayant des croyances différentes », écrit Philippe de FÉLICE, « Le 350<sup>e</sup> anniversaire de l'Édit de Nantes », *B.S.H.P.F.*, 1948, p. 37 ; l'auteur me semble pécher par anachronisme (« totalitaire » et « coexistence légale »). Cf. l'opinion d'un autre auteur : « ... l'intégrisme, produit à la fois du juridisme, d'un esprit de croisade intolérante, d'une volonté totalitaire d'agir dans tous les aspects de la vie privée... » (Jean QUÉNIART, *La Révocation de l'Édit de Nantes, protestants et catholiques français de 1598 à 1685*, Paris, 1985, p. 136).

(40) A ce sujet, voir M. TURCHETTI, « Henri IV entre la concorde et la tolérance », dans *Henri IV. Le roi et la reconstruction du royaume. Actes du Colloque de Pau-Nérac, 14-17 septembre 1989*, Pau, 1990, p. 277-299.

tenant remonter à la source de cette tradition et revenir à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, afin de chercher chez les contemporains eux-mêmes des lumières sur la signification réelle de ce « perpétuel et irrévocable » inscrit scrupuleusement (par Jacques-Auguste de Thou, semble-t-il) (41) dans le préambule de l'Édit de Nantes.

### 11. Pierre de Beloy et son Commentaire de l'Édit de Nantes

Afin d'éclairer la volonté du législateur, il n'est pas meilleur maître, à mes yeux, que Pierre de Beloy (1540 ca.-1613), sur lequel j'ai déjà attiré l'attention (42). Nous nous attaquerons aux deux mots « perpétuel et irrévocable » et à leurs implications les plus directes : le concept de changement, l'extension de la liberté de conscience, le soutien du droit canonique. Beloy entend défendre le roi contre les âpres critiques qu'on lui fait au sujet de la durée de la tolérance de deux religions, que l'édit vient d'autoriser. Ceux-là, écrit Beloy, « prennent sujet à blasmer S.M. comme s'il vouloit à jamais et sans fin autoriser deux religions en France, au lieu que ses predecesseurs avoient seulement permise celle qu'on dict reformée, par provision, et en attendant un Concile general ou national, ou que Dieu eust inspiré les abusez à se recognoistre et reünir au giron de l'Église Catholique Apostolique et Romaine ». Beloy s'attaque à la question la plus pressante pour les contemporains (et qui est pour nous la principale) : pourquoi le roi a-t-il voulu qualifier son édit de perpétuel et non de provisoire selon la formule utilisée dans la plupart des autres édits de pacification ? En dépit de cette différence, de cette opposition, « nous allons monstrier à veuë d'œil — dit l'auteur — que ces mots *Perpetuel et irrevocable*, qui sont en cest Edict, ne portent, ni peuvent porter ou comprendre autre chose, que ce qui estoit ès precedens : sçavoir que l'exercice de ceste religion durera, et sera tolerée en ce Royaume, jusques à ce que la cause cesse, et que ceux qui en font profession seront mieux instruits ou convaincus en leurs consciences par le saint Esprit, d'erreur et d'heresie » (43). Per-

(41) D'après une conjecture de N. WEISS, « Difficultés et obstacles que rencontra l'Édit de Nantes », *B.S.H.P.F.*, 47, 1898, p. 288.

(42) M. TURCHETTI, « "Concorde ou tolérance" de 1562 à 1598 », *Revue historique*, 274/2 (1986), 341-355.

(43) P. DE BELOY, *Conference des edicts de pacification des troubles esmeus au Royaume de France, pour le fait de la Religion ; et Traitez ou Reglemens faicts par les Rois Charles IX et Henri III et de la Declaration d'iceux, du Roi Henri III de France*



pétuel signifierait-il donc provisoire ? et irrévocable, du même coup, révocable ? Quels propos sophistiqués nous tient ce soi-disant interprète !

Ce langage, qu'on croirait sorti de la bouche d'un papiste, d'un ligueur, ne saurait pourtant nous étonner de la part de Beloy, car l'auteur s'adresse surtout aux catholiques et veut protéger Sa Majesté des blâmes que ses détracteurs lui infligent, fussent-ils ex-ligueurs (« restes de la faction esteincte ») ou adversaires dissimulés (« ces murmurens »), mais toujours et notamment catholiques (44). Beloy parle en catholique royaliste contre les catholiques extrémistes en tenant le même rôle qu'il avait joué en 1585 contre la bulle d'excommunication du pape Sixte V, lorsqu'il avait signé sa défense d'Henri de Navarre, publiée anonymement : *Par un Catholique, Apostolique, Romain, mais bon Français et tresfidele sujet de la Couronne de France* (45). Et toujours Beloy de soutenir la succession au trône d'Henri de Navarre, par des arguments dont la compétence couplée à la véhémence n'avaient rien à envier à celle d'un François Hotman (46). C'est encore Beloy qui pour appuyer la cause du roi de Navarre accuse les Guises de lèse-majesté (47), et paye cette prise de position de quatre ans de prison à la Conciergerie, puis à la Bastille. Pour sa fidélité et pour ses services dévoués, Henri IV le nomme à la charge d'avocat général du roi au Parlement de Toulouse. Ces quelques éléments biographiques nous suffisent amplement pour décharger Beloy de tout soupçon éventuel et lui confirmer une fois pour toute notre

*et de Navarre. Publiée en Parlement le 25 de Février 1599. Avec l'explication du contenu en chascun article par l'Histoire Ecclesiastique et profane, droicts Civil et Canonique, Ordonnances et Coustumes de ce Royaume. Par Mre Pierre de Beloy, Conseiller du Roi, et son Advocat general au Parlement de Tholose. A Paris, chez P. L'Huillier et I. Mettayer, 1600, f. 38 v. — En dépit de son importance fondamentale, le nom de P. de Beloy semble inconnu à la plupart des historiens de l'Édit de Nantes, à quelques exceptions près, comme J.P. Armogathe et F.J. Baumgartner.*

(44) Voir à ce sujet Frederic J. BAUMGARTNER « The Catholic Opposition to the Edict of Nantes », *Bibliothèque d'Humanisme et Renaissance*, 40 (1978), p. 525-536.

(45) *Moyens d'abus entreprises et nullitez, du rescrit et bulle du Pape Sixte V<sup>e</sup> du nom, en date du mois de septembre 1585. Contre le serenissime Prince Henry de Bourbon*, Cologne (Genève ?) H. Jobin, 1586.

(46) Cf. F. HOTMAN, *De iure successionis regiae*, Basileae, 1585 ; [P. DE BELOY], *Examen du Discours publié contre la Maison Royale de France, et particulièrement contre la branche de Bourbon seul reste d'icelle, sur la loy Salique, et succession du Royaume*, La Rochelle, Pierre Haultin, 1587 ; *id.*, *Mémoires et recueil de l'origine, Alliance et succession de la royale famille de Bourbon, branche de la maison de France*, La Rochelle, P. Haultin, 1585.

(47) [P. de BELOY], *De l'autorité du roy, et crimes de leze majesté, qui se commettent par ligue*, Paris, J. Mettayer et P. L'Huillier, 1593.

confiance comme maître et guide dans le labyrinthe des interprétations de l'Édit de Nantes.

Comment faut-il alors entendre les mots « perpétuel et irrévocable », auxquels le législateur aurait donné la signification de provisionnels ? Beloy explique que « S. M. veut seulement en ces mots, *palam profiteri*, et protester, qu'il n'a intention ni entend altérer pour son regard, ou diminuer jamais la volonté et ferme resolution qu'il a, de tenir son peuple en repos, pour le fait de la religion, par ceste permission, tant que la cause d'icelle durera ». Paix perpétuelle, donc, mais arrangement juridique temporaire. Beloy continue à conjuguer le permanent avec le provisoire. Il s'en explique aussitôt, sachant qu'il a à faire à des non-initiés et, de surcroît, à des adversaires sceptiques.

## 12. Deux sortes de lois

En historien du droit, il nous explique qu'il y a deux sortes de lois, les unes divines, les autres humaines. « Les premieres ont leur progrez de la nature, les secondes de l'usage observé parmi les hommes. Les premieres, dis-je, sont tousjours equitables, certaines et immuables, accommodées par Dieu à tous les animaux, selon leur naturelle inclination, et à toutes les nations et peuples, comme creatures raisonnables : dont procede la distinction et division de droict de nature et du droict des gens. Les secondes sont les Ordonnances, Edicts et Declarations necessaires, pour chacune cité, qui font le droict civil. » Le droit civil peut être altéré « pour certaines occasions, et selon les temps, les lieux et autres considerations raisonnables ». Voilà expliqué, par quelques principes élémentaires de philosophie du droit, l'équité des lois relevant du droit civil, qui pour être justes doivent s'adapter aux exigences de la réalité sociale ; réalité qui ne peut se définir sinon historiquement, suivant les circonstances. Un changement de circonstances amène un changement dans les lois : « Ainsi la loy surpasse la loy, quand il advient qu'une equité surmonte l'autre », dit Beloy, qui a affiné son sens historique à l'école du *mos gallicus*, chez les maîtres de l'humanisme juridique triomphant dans la France de la Renaissance. Prenons la loi d'Auguste contre les célibataires. Il s'agissait bien là d'une loi perpétuelle, « neantmoins bien long temps après, ceste cause cessant, la mesme loy fut supprimée et abrogée. Autrement, écrit Beloy, ce que nous appellons loy et droict, seroit iniquité et injustice, s'il ne se changeoit et aman-



doit selon les occurrences, s'accomodant à la nature qui engendre et produit diverses formes de conditions, en l'estat des hommes. De sorte que les loix politiques et civiles sont composées du droict de la nature et du droict des gens, et se trouvent sujetes à changement, alteration et mutation, autant que l'équité et la justice du temps muable le peut desirer et requerir » (48). Aristote (par son concept d'ἐντελέχεια qu'il appelle la cinquième nature), Cicéron, saint Paul, Thomas d'Aquin, et tous les juristes romains sont là pour le confirmer : on appelle « droict, loy, edict et ordonnance civile et politique » « ce qui est ordonné, réglé et modéré en quelques lieux, ou pour les occasions du temps ou en certaine qualité et condition de personnes et d'affaires seulement » ; cela « est bon juste, et equitable en ces considérations, qui toutesfois ès autres, en autre lieu, et en autre saison, seroit injuste et desraisonnable » (49). Si la nature et le droit des gens nous donnent la notion de ce qui est bon et qui ne change pas, le droit civil est quant à lui sujet aux vicissitudes des choses, aux révolutions, aux renversements, aux changements des temps et des lieux, ainsi que des circonstances et des nécessités. D'où la diversité des « uz, et coutumes des divers nations, peuples et provinces, conformément à ce qui est bon, utile, et honeste à chacune ». Loin d'être une divagation, ces précisions sur la nature du droit civil et sur son caractère relatif aux conditions spatio-temporelles permettent à Beloy de saisir une première conclusion essentielle : « De ceste espece est cestuy nostre Edict, qui en ce temps parmi nous est bon et utile, d'autant qu'il est necessaire, et pour la foy, parole et autorité du

(48) *Conference*, 39 v. : « Apprenons donc que la loy naturelle est ce bien, *seu jus, vel justum, et bonum, a Deo ordinatum, et tributum, cuique animali conveniens* ; et auquel toutes creatures tendent, et le desirent par un mouvement et instinct de nature, comme chose qui leur convient, et leur est bonne, juste et licite à chacun, selon que Dieu luy a donné la cognoissance et le sentiment. » L'historien de la pensée politique appréciera cette définition de la loi naturelle formulée à l'aube du XVIII<sup>e</sup> siècle.

(49) *Ibidem*, 40 v. : « Les hommes mesmes ont selon les climats divers naturels, inclinations et mouvemens ; et ce qui est plus admirable encore, cest air et ceste temperature des hommes se change par saisons, par siecles, et par la revolution de plusieurs années. De sorte que la vicissitude des choses, si exactement recherchée par le docte Regius au volume qu'il a fait exprez [renvoi à Louis LE ROY, *De la vicissitude ou variété des choses en l'univers...*, Paris, P. L'Huillier, 1575], se trouve transportée et changée de temps en temps, comme une colonie nouvelle d'affection et de necessitez. D'où vient que les loix mesmes souffrent leur renversement et leur changement, pour les accommoder, les faire ployer ou roidir, à l'exemple de ceste tant celebre regle de Lesbius, au besoin, à l'occasion et à l'opportunité, laquelle fait une revolution et un monde nouveau, qui nous induit de loix nouvelles, et en cela si nous considerons leur fin, leur but, et leur intention, se trouvera que c'est chacune en son pays, en son temps, en sa saison, pour le bien, repos, et condition des habitants. »

Roy, doit estre en S. M. perpetuel et irrevocable ; toutefois ceste designation et intention Royale, peut prendre changement, et recevra une nouvelle face, quand les occasions et causes de la Loy par luy donnée cesseront et seront esteinctes, puisque telle est la nature et condition de toute loy civile, comme nous avons dict. »

Si le caractère perpétuel de l'édit dépend des « occasions et causes » sujettes au changement, en quoi cet édit diffère-t-il des autres édits de pacification définis provisionnels ? En rien, nous répond Beloy : « C'est la mesme chose par exprez contenue ès precedens Edicts de Pacification, ausquels cestui-cy bien et sainement entendu, suivant les occurrences qui en ont donné la cause, se rapporte et se conforme entierement, pour faire que ceste Justice assaisonnée, soit toujours *in principe constans, et perpetua voluntas, recte ordinandi et iubendi*, ayant S. M. fait ceste Loy, pour estre le commun gage de sa bonne volonté, et de la paix qu'il a donnée à la chose publique. » (50) C'est dans cette remarque décisive que Beloy fait finalement converger ce qui est temporaire avec ce qui est perpétuel : la justice peut s'exprimer différemment dans les édits, mais elle est toujours l'expression de la volonté constante et perpétuelle du roi qui ne veille qu'à ordonner et commander droitement.

### 13. *Perpétuel c'est-à-dire : révocable*

La conclusion de Beloy dans cette page importante semble s'adresser aux réformés plutôt qu'aux catholiques. C'est un avertissement qu'il veut donner, mais cela a l'air d'une prophétie : « En somme, dit-il, tout ce qui est perpétuel, se doit entendre selon sa qualité, nature et condition. Que personne donc ne se scandalise de la perpétuité de nostre Edict ; car elle sera esteincte, et la Loy prendra fin incontinent que la cause d'iceluy ne se trouvera plus parmi nous, et que Dieu aura reünì les fourvoyez au giron de l'Eglise C.A.R. » (51)

Ces quelques lignes conclusives exigent une attention particulière. Beloy nous apprend comment il faut entendre la perpétuité déclarée dans l'édit. Il nous parle de la durée de la tolérance octroyée par le législateur. Il nous livre aussi une information essentielle : cette tolérance ne durera que jusqu'au moment où son droit

(50) *Ibidem*, 41 v.

(51) *Ibidem*, 42.



à l'existence sera rendu superflu par la réalisation de la concorde religieuse. C'est ce sens-là qu'il faut donner à la formule historique, « incontinent que... Dieu aura réuni les fourvoyés au giron de l'Église C.A.R. ». Autrement dit, la tolérance de la religion réformée n'aura plus de raison d'être dès que la concorde « toute catholique » l'aura rendue caduque. J'insiste sur ces mots de tolérance (ou permission, qui est son exact équivalent utilisé par Beloy) et de concorde (que Beloy emploie fréquemment) parce que c'est sur ces deux mots ou concepts que la bataille va s'engager, et sur le plan verbal de la controverse, et sur le plan pratique de la *reconquista* catholique. Essayons d'aller plus à fond dans l'histoire des idées aussi bien que dans la position du problème historique qui nous intrigue : l'adversaire le plus redoutable pour la tolérance, ce n'était pas l'intolérance mais la concorde.

#### 14. Quelle tolérance ?

Nous venons de suivre le discours de Pierre de Beloy qui nous a conduit à des résultats à tout le moins assez inattendus. Et nous avons le droit, sinon le devoir, de nous interroger, sur le bien-fondé de son interprétation. Et voici une autre question : s'agit-il d'une interprétation comme une autre parmi les plus extravagantes, ou devrions-nous l'adopter comme fondamentale pour remettre en discussion des siècles de débats sur la compréhension de l'Édit de Nantes ?

Pour l'heure, il nous faut préciser davantage quel était le type de tolérance ou permission envisagés dans l'édit, car c'est le problème véritable qui se cache, sournois, derrière la question de la durée. Reprenons donc le discours de Beloy tout en rappelant que cet auteur était dévoué à la cause d'Henri IV, et qu'il écrivait en vue de soutenir l'œuvre législative du roi contre ses détracteurs de quelque faction qu'ils fussent, catholique ou protestante. En matière de tolérance, Beloy consacre une énergie particulière à défendre le roi des accusations dont on le charge, du côté catholique dans ce cas. Mais la décision du roi est irréprochable car cette tolérance s'impose par l'état de nécessité qui l'a déterminée. « La nécessité du repos et de la chose publique a désiré et desire encore la permission et licence contenue en nostre Edict, d'autant que la paix et la tranquillité nous est très-nécessaire en cest État, et que ceste-cy ne peut estre sans telle permission. Partant nous disons hardiment — s'écrit Beloy — que l'ordonnance de telle permis-

sion est juste, veu qu'elle est nécessaire, et est à croire pour l'honneur de la devotion de nostre Roy, et de ses predecesseurs, Charles 9. et Henry 3. que n'ayans peu ce qu'ils eussent voulu pour la gloire de Dieu, ils ont fait semblant de vouloir ce qu'ils ont peu. » (52) Et Beloy de s'ériger en champion de la liberté de conscience par des accents et avec une assurance qu'un protestant n'aurait pas désavoués. « Il est impossible de dominer sur les consciences par choses corporelles, d'autant que les hommes se persuadent que la servitude de conscience est impossible à supporter, à cause qu'elle gist en la plus excellente et noble partie de l'homme, et celle qui est plus approchante de Dieu, sçavoir l'ame, la vraye liberté de laquelle ils establisent en une libre permission de servir, selon que la conscience d'un chacun est persuadée, selon l'opinion qu'il en a fondée, sur ce qu'il croit estre compris et contenu en la parole de Dieu. » La clarté et l'équilibre de ce jugement nous font entrevoir quel degré de maturité avait atteint le débat sur la liberté de conscience en cette fin de siècle. Par ailleurs, l'on ne saurait exagérer le mérite de notre auteur, catholique convaincu mais non excessif, dans l'exaltation de l'un des acquis les plus importants du XVI<sup>e</sup> siècle : les prérogatives souveraines de la liberté de conscience. Ce sentiment que Beloy exprime avec tant de conviction, nous confirme dans la confiance que nous lui avons accordée comme guide dans les méandres périlleux de notre édit.

#### 15. Cette tolérance est conforme au Droit canon

L'un des plus périlleux est peut-être le contenu des articles 6 à 11, qui définissent l'étendue et les limites de la tolérance ou permission. Et Beloy, qui vient de s'étendre sur les raisons incontournables de la tolérance, tout en affirmant l'impératif suprême de la concorde religieuse, dont dépend la sûreté de tout État constitué, se fait un devoir d'expliquer aux « ennemis couverts » du roi et à tous ceux qui ont blâmé l'auteur du Préambule (signé Forget), que cette permission n'a rien de vraiment exceptionnel. Non seulement elle ne déroge pas au droit civil, mais elle est légitimée par le droit canonique. Les bons catholiques, donc, et ceux qui ont à cœur la sauvegarde du royaume n'ont pas de raisons de s'inquiéter de cette tolérance. « Cette permission — explique Beloy — ne doit pas estre entendue d'une licence de droit, qui

(52) *Conference*, 100.



contienne approbation de ceste religion, *tanquam fas, vel jus in ea judicetur*, comme chose licite et raisonnable, ains comme souffrance et tolerance, *ne quid peius accadat, et pro bono pacis*. Tout ainsi que souvent par les loix mesmes, *quaedam licent, ne homines peiores evadant*; et comme dit Isidore, parlant du devoir et soin d'un bon Magistrat envers le public, *quaedam illicita permittit, ne graviora fiant*. Qui est ce que le pape Estienne escrivoit aux Bulgariens, que *quaedam tolerantur, non imperantur*. » (53) Autant de citations du *Décret* de Gratien, l'autorité suprême pour les canonistes catholiques, qui pouvaient se rassurer eux-mêmes et se porter garants vis-à-vis de l'opinion générale sur la conformité de l'Édit de Nantes aux prescriptions de la meilleure tradition apostolique catholique romaine. Beloy nous livre ici une autre information inattendue, qui nous laisse quelque peu désemparés : la tolérance, dont fait état l'Édit de Nantes, loin de constituer une nouveauté, s'inscrit dans la tradition juridique de l'Église catholique. Comment cela ? Dans tous les témoignages mentionnés, il s'agit de faire des concessions afin d'éviter un plus grand mal. C'est cette attitude de condescendance que Grégoire le Grand conseille à l'évêque anglais, Augustin, à l'égard de ceux qui ne peuvent pas s'abstenir de la viande en temps de carême (54), afin que leur condition dans l'Église ne devienne pire (55). *Necessitatis intuitu, pietatis intuitu, utilitatis intuitu* sont des expressions de Gratien qui, dans la deuxième partie de son *Décret* a recueilli de nombreux témoignages des anciens auteurs chrétiens et des anciens canons conciliaires. Ceux-ci ont justifié des mesures de tolérance dans le but de sauvegarder l'unité de l'Église, en offrant au fidèle égaré la possibilité (le temps nécessaire) de se sauver par son repentir (56). Une attitude de tolérance et de condescendance s'impose aussi en considération du maintien de la paix, *pro bono pacis* (57). « Attendu que — précise Beloy — telle qualité de permission,

(53) *Conference*, 124 v.-125 r. — Pierre Foget, sieur de Fresne, ambassadeur et secrétaire d'État.

(54) « Ideo cum venia sua ingenio relinquendi sunt, ne forte peiores existant, si a tali consuetudine prohibeantur », *Gratiani Decretum*, Prima pars, c. 6, Dist. 4 (cf. éd. FRIEDBERG, 1. 6-7); lettre jugée apocryphe par les Mauristes (éd. Paris, 1686).

(55) Beloy renvoie au début aux canons ci-dessous de la première partie du *Decretum*: c. 6, Dist. 4; c. 3, Dist. 3; c. 14, Dist. 31; c. 2, Dist. 13; c. 2 et 3, Dist. 4 (cf. FRIEDBERG, 1. 6-7, 5, 115, 33, 5 respectivement).

(56) Cf. *Decreti*, Secunda pars, Causa 1, quest. 7, c. 7, 13-17, 19-23, etc. (éd. FRIEDBERG, 1. 426-438).

(57) *Ibidem*, Causa 3, quest. 6, c. 10; Causa 23, quest. 4, c. 17 et 18 (éd. FRIEDBERG, 1. 521-522 et 905).

*secundum indulgentiam, non secundum imperium fieri censetur* » (comme dit saint Paul aux Corinthiens : « Je dis cela par condescendance, je n'en fais pas un ordre », I Cor. 7 : 6).

Quoi qu'il en soit, notre auteur avertit les censeurs impertinents que « depuis que la loy en est faite, et la licence en est ordonnée par le Prince, *non est amplius disputandum, sed vivendum secundum ipsam* », selon le conseil de saint Augustin (58). Beloy voudrait couper court aux critiques irrespectueux de l'autorité et de la responsabilité du roi. « C'est au Prince — dit-il — de répondre de ses loix à Dieu, qui a le cœur d'iceluy en sa main, pour l'incliner où il luy plaist... Nos Roys doncques voyans que le remede des armes estoit injuste, et peu seant en telles occasions, et que mesmes au lieu de relever par icelles le Royaume, et le guarir de ceste maladie, c'estoit le precipiter et mettre en danger de subversion et ruine entiere... ont eu recours à la voye de paix et pacification afin de dissiper par la douceur, le nuage des opinions nouvelles, avec une bonne police Ecclesiastique, relachant cependant la severité des Edicts anciens, contre les sectateurs de cette religion pretendue reformée, en consequence de la permission que leur est donnée, de vivre en liberté de leur conscience. » (59) Cette attitude de modération n'a elle non plus rien d'exceptionnel ni de nouveau. Elle a été autrefois approuvée par « les anciens Pasteurs de l'Église Catholique... sur pareils subjects ». Ainsi l'historien Socrate a dénoncé la sévérité dont l'évêque Théodose avait usé contre les Macédoniens « jugez heretiques » (60). Il faut se souvenir, dans des cas pareils, de la leçon de saint Augustin qui distingue nettement entre les affaires touchant « l'estat de la police » dans lesquelles « les Princes doivent estre rigoureux », et les affaires ecclésiastiques, où « les Pasteurs et Prelats doivent estre les mediateurs, pour moderer la rigueur des loix ».

A notre tour nous devons méditer la leçon de Pierre de Beloy qui, en expliquant avec tous les soins du juriste, et avec une compétence historique et canonique digne d'un commentateur responsable et fidèle à l'esprit de la loi, nous apprend que la tolérance dont il est question dans l'Édit de Nantes ne concerne qu'une permission temporaire en vue du rétablissement de la paix. Il ne s'agit pas d'une licence de droit, ni d'une dérogation aux droits civils

(58) Dans son livre *De vera religione*, chap. 31, rapporté par Gratien, *Decretum*, Dist. 4, c. 2, (1. 5-6).

(59) *Conference*, 124-125 v.

(60) *Ibidem*; cf. *Historia Tripartita*, 1. 2, c. 3 et 12.



ou canoniques. L'édit ne prévoit qu'une sorte de « souffrance et tolérance » provisoires en considération des maux plus graves qui pourraient se produire par le maintien de la rigueur, qui ne convient pas à la réalité historique actuelle du royaume. Pas une seule fois il n'est question d'admettre la tolérance en tant que coexistence des deux religions. C'est là une idée étrangère à la lettre et à l'esprit du législateur. Beloy nous apprend que la tolérance dont le roi a pris la responsabilité se borne à la modération, à la douceur en vue de la concorde, à la condescendance qui coïncide (pour donner une référence historique) avec l'idée erasmienne de *συγκατάβασις* (61), mais qui contraste foncièrement avec l'idée de tolérance telle que, par exemple, Castellion la conçut dans la dernière étape de sa réflexion en 1562 (d'après laquelle on peut tolérer deux cultes différents, ou davantage, dans une même ville ou un même pays, comme de nos jours ou presque).

#### 16. La leçon de Beloy

Cette leçon est un avertissement et en même temps un acte d'accusation contre les générations d'historiens, ou plus simplement, de prétendus interprètes de l'Édit de Nantes, qui ont raconté, propagé et soutenu que par cet édit Henri IV a entendu instaurer la tolérance dans son royaume, la tolérance religieuse dans le sens de la coexistence d'une pluralité de cultes. Rien de plus inexact. En outre, le seul fait d'appeler couramment, sans les nécessaires réserves et précisions, « édit de tolérance » l'Édit de Nantes, constitue un facteur grave d'incompréhension de ce texte fondamental. Par là on continue d'alimenter un mythe qui n'a pas sa raison d'être. C'est dans ces termes que l'on peut affirmer que la question de la « perpétuité » de l'édit est une question mal posée, car on persiste à parler de tolérance là où il n'est question que de concorde. Par ce chemin, on continue de célébrer les centennaires et les anniversaires de la signature de cet édit pour marquer la naissance d'une ère nouvelle, l'ère de la liberté religieuse, ce qui ne se justifie pas historiquement ; et ce faisant, on continue à bâtir sur des bases vacillantes l'histoire de l'édit aboutissant à sa révocation.

Pour ma part, je n'ai pas d'autre appellation à proposer que celle

(61) Voir M. TURCHETTI, « Une question mal posée : Ersame et la tolérance. L'idée de Sygkatabasis », *Bibliothèque d'Humanisme et Renaissance*, 53, 1991, p. 379-395.

que le législateur a voulu appliquer : « Édit de déclaration sur les précédents édits de pacification. » Je reviendrai sur la question du nom.

Les précisions que nous venons d'apporter à la signification de la notion de tolérance dans l'édit, nous permettent de voir plus clairement l'arrière fond conceptuel du qualificatif « perpétuel et irrévocable ». Quoique les arguments de Pierre de Beloy soient suffisants pour soumettre à une révision radicale ce qui a été dit et écrit sur la perpétuité de l'édit, il faut bien reconnaître qu'il n'est pas aisé de changer d'un seul coup une opinion qui a été nourrie pendant des siècles. C'est pourquoi il est nécessaire de revenir à l'argumentation de Claude Brousson qui, pour démontrer l'irrévocabilité de l'Édit de Nantes, avait tracé un historique de l'emploi des mots « perpétuel et irrévocable » dans les édits de pacification.

#### 17. Un historique des édits « perpétuels et irrévocables » : édits de « tolérance » et édits de « concorde »

L'argument historique exerçait une emprise importante sur les esprits critiques, et il continue de l'exercer aujourd'hui à juste titre, notamment sur les historiens. Mais cette emprise exige une condition : que la critique soit impartiale. Or, Brousson a cru être impartial — je l'admets, en considération de sa vie de courage et de martyr — mais il n'a fait état que des édits de pacification, c'est-à-dire des édits de tolérance (selon l'expression habituelle, et inexacte) à l'avantage des réformés. Il n'a pas tenu compte des édits de concorde ou d'union exigeant l'uniformité exclusive du culte C.A.R. Il y a lieu, partant, de collationner (62) les édits touchant les affaires religieuses, à partir de celui du 17 Janvier 1562, qui ouvre la série. Nul doute que ce premier « édit de tolérance » ne fut pas provisoire et qu'il fut enregistré par le Parlement de Paris le 6 mars avec la clause que voici : « La Cour ayant esgard aux lettres patentes du Roy... à l'urgente nécessité du temps, et obtemperant à la volonté dudit Seigneur Roy, a ordonné et ordonne que sur le reply desdictes lettres en forme d'ordonnance, de déclaration et de jussion, ensemble sur celles dudit premier jour de ce

(62) Sur l'alternance que l'on peut remarquer dans la promulgation des édits de « tolérance » et des édits de « concorde », voir M. TURCHETTI, « Religious Concord and Political Tolerance in Sixteenth - and Seventeenth - Century France », *Sixteenth Century Journal*, 22, 1991, p. 15-25.



mois sera mis, *lecta, publicata et registrata, audito Procuratore generali Regis*. Sans approbation toutesfois de la nouvelle religion : le tout par maniere de provision, et jusqu'à ce que ledit Seigneur Roy autrement en ait esté ordonné. » (63) Outre ces diverses formules, que nous retrouvons dans l'Édit de Nantes, à l'exception de ce « par provision » qui deviendra « perpétuel et irrévocable » en 1598, le texte même de 1562 contenait le souhait suivant : « en attendant que Dieu nous face la grace de pouvoir reünir et remettre tous en une mesme bergerie, qui est tout notre desir et principale intention, avons par provision et jusqu'à la determination dudit Concile general, ou que par nous autrement en ait esté ordonné » (64). Intention de concorde, donc, et non de tolérance. C'est la même intention que Beloy attribuera, avec la force des arguments que nous connaissons, au législateur Henri IV.

L'édit d'Amboise en 1563, lui aussi était provisionnel, en attendant la concorde. De même l'édit de Longjumeau de mars 1568, qui imposait son inviolabilité, bien sûr, mais seulement « jusqu'à ce qu'il pleut à Dieu nous faire la grace que nos sujets soient reünis en une mesme Religion » (65). Formule réitérée qui rappelait quels étaient au vrai « le desir et principale intention » du législateur : encore la concorde, non la tolérance. Il faut remarquer, à ce propos, que seuls les historiens les plus scrupuleux ont pris soin de noter dans leurs récits ce détail du caractère temporaire de ces édits. Par ailleurs, presque tous ont passé sous silence que ce fut en ce même 1568 que la formule « perpétuel et irrévocable » apparut pour la première fois dans un édit royal au cours des guerres de religion. Il s'agit de l'édit donné à Saint-Maur-des-Fossés à la fin septembre 1568, qui fut enregistré aussitôt sans protestation — chose remarquable, mais non étonnante — par le Parlement de Paris. L'édit se définissant une « loy d'amnistie et de concorde » (la même définition que Pierre de Beloy donnera à l'Édit de Nantes) imposait le culte catholique comme l'unique légitime. Son préambule nous éclaire sur la volonté du législateur touchant la tolérance (le terme s'y retrouve avec la signification

(63) Antoine FONTANON (éd.), *Les edicts et ordonnances des rois de France*, t. 4, Paris, 1611, p. 268. Cf. *Mémoires de Condé*, éd. 1743, 3. 17 : *Urgenti necessitati temporis, et obtemperando voluntati dicti Domini Regis absque tamen approbatione novae Religionis; et id totum provisionis, et donec aliter par dictum Dominum regem fuerit ordinatum*; cf. François ISAMBERT et al. (éd.), *Recueil général des anciennes lois françaises...*, t. 15, Paris, 1829, p. 124 s.

(64) FONTANON, p. 268.

(65) *Ibidem*, p. 289.

technique et juridique que nous lui donnons aujourd'hui de légitimation d'une seconde religion). Écoutons le roi expliquer en historien sa législation « sur le fait de la religion » : « La tolerance de l'exercice de deux religions » a été octroyée « par nostre Édit provisional fait le 17. Janvier 1562, lequel nostredite tres-honorée Dame et mere, pour lors n'estant la plus forte, contre son opinion, laquelle a tousjours esté treschrestienne, fust contrainte laisser passer... Entre autres occasions qui le meurent à tolerer ce que dessus, ils [le cardinal de Tournon, le duc de Montmorency, le Connétable, le Maréchal de Saint-André, "qui estoient les plus anciens conseillers et officiers de nostre Royaume"] remonstrerent à nostre tres-honorée Dame et mere, que c'estoit le moins de mal qu'on pourroit faire alors [nous y retrouvons l'idée alléguée pour justifier l'Édit de Nantes, *ne quid peius accidat et pro bono pacis*]... Et qu'il falloit esperer — continue Charles IX — que nous reparerions le mal quand nous serions parvenus en plus grand age, autorité et puissance ». De même, le roi fait état, dans ce préambule, de l'édit d'Amboise de 1563, « Edit qui n'était que provisional et revocable », tandis que l'édit présent, par lequel « nous avons... inhibé et defendu... tout excercice d'autre religion que la Catholique et Romaine », c'est bien un édit « perpetuel et irrévocable » (66). C'est un édit de concorde, comme nous pouvons voir, non de tolérance. Est-ce la raison pour laquelle Brousson l'a passé sous silence ? Nous reprendrons cette question plus tard.

#### 18. La révocation des édits irrévocables

Toujours est-il que dans son argumentation Brousson mentionne d'autres édits perpétuels et irrévocables, ceux d'août 1573, de mai 1576 (l'Édit de Beaulieu) et de septembre 1577 (l'Édit de Poitiers), qui tous sont des édits de pacification (ou, si l'on préfère, de tolérance). Mais il est d'autres édits, dont Brousson ne parle pas et qui portent néanmoins l'appellation de « perpétuel et irrévocable ». Ajoutons d'abord celui du 8 août 1570, signé à Saint-Germain-en-Laye, pour compléter la série des édits de pacification des années 1570. Hâtons-nous, cependant, d'équilibrer cette liste par l'autre, celle des édits de réunion ou de concorde « forcée », à l'instar de celui de Saint-Maur-des-Fossés. « Perpétuel et irrévocable » est

(66) *Ibidem*, p. 292-294.



défini l'édit de Paris de juillet 1585 (67), qui révoque les précédents édits de pacification, tout aussi bien ceux qui avaient été proclamés « perpétuels et irrévocables », et interdit le culte réformé. Trois ans plus tard, à Rouen, le roi signe l'Édit d'Union avec les princes et seigneurs catholiques, entre autres pour confirmer l'interdiction de l'exercice de la religion « prétendue réformée ». Le vocabulaire touchant l'inviolabilité se charge à cette occasion d'une autre expression encore plus prégnante : Nous « voulons, statuons, ordonnons et nous plaist, que les articles suyvens soyent tenus pour loy inviolable et fondamentale en cestuy nostre royaume » (68). De surcroît, une Déclaration signée le 18 octobre 1588 aux États de Blois conférait à cet édit la force d'une loi d'État : « estimant devoir estre à l'avenir l'un des principaux fondemens de la conservation de ladite religion catholique, que nous avons plus cher que nostre propre vie et la restauration de nostre estat... pour le rendre [cet édit] plus ferme, stable et à jamais irrevocable, nous avons... statué et ordonné, statuons et ordonnons par ces presentes signées de nostre main, que nostre Edict d'Union ci-attaché sous le contre scel de nostre chancellerie, soit et demeure à jamais loy fondamentale et irrévocable de ce Royaume et comme tel, voulons et ordonnons qu'il soit gardé par tous nos sujets presens et à venir » (69). Il est difficile de repérer dans toute l'histoire législative de la France de l'Ancien Régime des termes plus éloquents pour affirmer la volonté de se faire obéir. Jamais un édit n'a été plus impératif dans sa forme verbale qui dépasse même celle des autres édits qualifiés de « perpétuels et irrévocables ». Et tout l'accent est mis, notons-le, sur l'unité religieuse, sur la concorde (encore qu'il s'agisse d'une concorde imposée), et non sur la tolérance. Serait-ce la raison pour laquelle Claude Brousson a omis de mentionner cet édit lui aussi dans sa liste, lorsqu'il voulait démontrer l'irrévocabilité de l'Édit de Nantes par un historique des autres édits définis irrévocables par le législateur ?

Nous pouvons constater maintenant, après notre revue (qui ne peut certes être exhaustive), la faiblesse des arguments de Brousson, dont la thèse devenait ainsi insoutenable. Les données historiques sur lesquelles il s'appuyait étaient non seulement insuffisantes mais partiales. Ses explications devenaient boiteuses au moment le plus critique de sa conclusion, lorsqu'il voulait expli-

(67) *Ibidem*, p. 344.

(68) *Ibidem*, p. 357.

(69) *Ibidem*, p. 731.

quer pourquoi l'irrévocabilité de l'Édit de Nantes était plus solide que celle apparemment analogue des autres édits définis « perpétuels et irrévocables ».

Sur quoi nous devons observer que si les anciens édits se trouvent révoqués par ce dernier, quoi qu'ils fussent aussi perpétuels et irrévocables, c'est d'un côté parce que les divers articles, qui étoient dispersés dans tous ces anciens Édits, Conférences et Traités, se trouvent ramassés et expliqués dans celui de Nantes ; de l'autre parce que les Réformés, en faveur desquels ces anciens Édits, Conférences et Traités avoient été faits, consentirent qu'ils fussent réduits en un seul corps, pour éviter la confusion et les contestations qui auroient pu naître de la diversité de ces Édits, Conférences et Traités, comme il est dit dans l'art. 91 [de l'Édit de Nantes] (70).

Cette explication aurait été plausible à la seule condition que la formule « perpétuel et irrévocable » eût été appliquée uniquement aux édits de pacification, comme l'Édit de Nantes. Mais puisque ce n'était pas le cas, comme nous venons de le voir, une telle tentative de démonstration ne pouvait qu'infirmar la thèse de fond, pour apporter, paradoxalement, un soutien à la thèse opposée : l'Édit de Nantes n'est pas moins révoqué que tout autre édit défini « perpétuel et irrévocable ». Quelque chemin que l'on choisisse pour résoudre cette question, en passant par les argumentations d'un Beloy ou par celles d'un Brousson corrigées et revues, la conclusion demeure la même : « perpétuel et irrévocable » équivaut à révoqué, ni plus ni moins.

#### 19. *Épilogue : raisons d'une omission*

Cependant, si l'historien du droit et des institutions peut se satisfaire des propos, des comparaisons, de l'analyse textuelle, tels que nous venons de les proposer, l'historien des idées a l'impression de rester sur sa faim. Celui-ci ne peut pas éluder une autre question, qui se rapporte à notre sujet bien sûr, mais qui concerne de plus près Brousson (ce discours est aussi valable pour Benoist, pour Ancillon, et leurs épigones) et la majorité des réformés qu'il représentait : pourquoi n'a-t-il tenu compte, dans ses raisonnements, que des édits de pacification, ou de tolérance, sans égard aux édits de concorde ou de réunion ? La réponse me paraît aussi simple que

(70) BROUSSON, *Estat des Réformés en France*, 2<sup>e</sup> partie, 1685, p. 25.



déconcertante : Brousson les a négligés, ou plutôt il n'y a pas prêté la moindre attention, parce qu'il ne les a pas vus. Il ne les a pas reconnus comme des édits témoignant d'un courant de pensée cohérent et persistant, qu'il fallait analyser politiquement et dont il aurait dû surtout se préoccuper. Brousson, comme la majorité de ses coreligionnaires, est demeuré attentif aux problèmes posés par la liberté de conscience, par le maintien du libre exercice du culte réformé.

Pour le dire en deux mots — permettez-moi ce schématisme —, si les réformés sont restés attachés aux problèmes relevant de la tolérance, en négligeant ceux qui se rapportaient à la concorde, la responsabilité ne revient pas à Brousson personnellement. Par son attitude Brousson ne faisait que suivre toute une tradition, dont il était à la fois l'héritier et la victime (en raison des souffrances énormes que les pouvoirs infligeaient aux minoritaires selon la stratégie aberrante de la concorde forcée). Par ailleurs, cette tradition (attentive à la tolérance et indifférente à la concorde) ne s'est pas interrompue. Elle se prolonge jusqu'à nos jours. Elle est bien représentée par la large majorité des historiens qui continue de croire que les édits de concorde ou de réunion ne furent, en fait, que le résultat de la pression de la Ligue catholique sur le roi et sur la reine-mère. Et s'ils mentionnent les édits d'union de 1585 et de 1588 en raison de leur importance (importance qu'ils n'accordent généralement pas à l'édit semblable de 1568), ils leur appliquent facilement une valeur moindre, parce que ces édits n'étaient pas, à leur dire, la pleine expression de la volonté du roi.

Précisons notre point de vue par des références concrètes : l'une au début de la tradition à laquelle nous faisons allusion, la seconde à l'autre bout. Pour la première je citerai Philippe Duplessis-Mornay, premier conseiller d'Henri de Navarre et organisateur en chef de la propagande huguenote. Au lendemain de l'édit de 1585, révoquant les édits de pacification, il écrit (au nom du duc de Montmorency-Damville) : « Par ce qu'il est notoire, que l'édit précédent fait en 1577 est procédé de propre mouvement et de la pleine volonté du roi... au contraire, qu'il nous appert que ce dernier edict, fait en juin dernier passé, par lequel le susdict est révoqué, est procédé de vive force, contre le gré de sa majesté... déclarons que, suivant la volonté de sa majesté à nous assez connue, nous sommes délibéré et résolu de maintenir... le susdict edict de 1577... tenans pour forcé, et par conséquent pour nul, ce sus-

dict edict de juin passé. » (71) Sans entrer dans les détails, cette même idée, qui est toute à vérifier, se retrouve aujourd'hui chez les historiens les plus sérieux, parmi lesquels je mentionnerai N.M. Sutherland, selon laquelle les édits de réunion à la religion C.A.R. de 1585 et 1588 furent « imposés » (72) à la couronne et à Henri III en particulier. Par conséquent ils perdent de leur importance historique, n'étant pas l'expression de la pleine volonté du roi. Dans les deux cas, qu'il s'agisse de Mornay ou de N. Sutherland, les textes législatifs qui sont l'extériorisation de la ligne politico-religieuse se rapportant à la concorde (soit même à un certain type de concorde) n'ont pas été l'objet de l'attention historique qu'ils méritent. En tant que « manifestes ligueurs » (73), on les a relégués dans le repertoire de l'intolérance et du conservatisme les plus abjects. C'est l'opinion, aussi simple que commode, qui domine sans contredit, mais qui nécessite qu'on la remette en question, à tout le moins, en raison de la prise de position unilatérale qui la sous-tend. Enfin, c'est en considération de cette partialité systématique, qui grève et étouffe l'historiographie des guerres de religion, que nous jugeons mal posée, en particulier, la question de l'irrévocabilité de l'Édit de Nantes, qui demande au premier chef un réexamen de la relation dialectique entre les exigences de la tolérance et les impératifs de la concorde.

Pour ma part, je crois qu'en accordant une attention accrue à la problématique de la concorde, on pourrait rééquilibrer la part faite à celle de la tolérance, et contribuer, ainsi, à renouveler d'une manière certaine la recherche historique sur la France des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles. L'étude sur l'Édit de Nantes se prête de façon singulière à cette démarche, notamment l'enquête sur le « détail » de sa durabilité inhérent à sa qualification de « perpétuel et irrévocable ». L'on serait alors à même d'apprécier dans toute sa portée la contribution d'un Pierre de Beloy qui pour définir cet édit, qu'il considère comme le chef-d'œuvre d'Henri IV, ne se sert pas du mot tolérance, comme tous les historiens le feront à l'avenir, mais du mot concorde : « Voici donc, François, nostre Loy d'Amnestie, nostre Loy d'oubliance, d'abolition — s'écrit Beloy

(71) « Protestation de M. le duc de Montmorency », dans Ph. DUPLESSIS-MORNAY, *Mémoires et correspondances*, 12 vol., Paris, 1824-1825, 3. 191.

(72) N.M. SUTHERLAND, *The Huguenot Struggle for Recognition*, New Haven, 1980, p. 280, 364 et s.

(73) Comme on les appelle d'habitude ; voir en dernier le livre d'Arlette JOUANNA, *Le devoir de révolte. La noblesse française et la gestation de l'État moderne, 1559-1661*, Paris, 1989, 192 s. : les édits de 1585 et 1588 furent « arrachés » à Henri III.



à la conclusion de son travail de commentateur —... Voici un general pardon et remission... Voici le restablissement du regne de Dieu parmi nous. Voici la restauration de son Eglise Sainte Catholique Apostolique Romaine... Voici nostre Loy de Concorde, nostre Loy d'Union et de Pacification. » (74)

(74) *Conference*, 312 v.